

P. Grant : Bonsoir tout le monde. Mon nom est Pamela Grant. Je vais faciliter et je suis aussi la conseillère pour cet examen indépendant de la police. Ceci est notre première consultation publique dans le Nord et nous voulions surtout que Thunder Bay soit notre premier arrêt. Nous sommes ici depuis plusieurs jours et nous nous réjouissons de cette première consultation publique de ce soir.

Ce que je vais faire ce soir, je vais faciliter mais mon équipe qui est ici à gauche avec le juge de paix Tulloch en tête qui va parler brièvement pour les premières 15 minutes ou quelque chose comme ça. Je vous rappelle seulement que c'est vraiment un rassemblement très informel donc si vous voulez sortir pour manger, boire, s'il vous plaît soyez à l'aise pour vous servir, et les toilettes sont pas très loin de l'emplacement où est le repas.

Je ne vais rien dire de plus pour le moment et je vais vous présenter le juge de paix Tulloch qui va dire quelques remarques, qui sera suivi aussi par Danielle Dowdy qui vous fera part de l'ordre du jour de ce soir.

M. Tulloch : Bonsoir. Merci à tous d'être venus. Mon nom est Michael Tulloch. Je suis un juge à la Cour d'appel de l'Ontario.

À la fin du mois d'avril, le gouvernement de l'Ontario m'a demandé de suivre un examen indépendant des trois organismes civils de surveillance de la police, l'UES, le BDIEP et le CCOP, qui sont les unités d'enquêtes spéciales, c'est l'UES. C'est un organisme qui doit enquêter les officiers de police lorsqu'ils sont impliqués avec des personnes civiles au niveau des morts ou des dommages corporels graves ou des agressions, des accusations d'agression sexuelle.

Le BDIEP c'est un organisme qui doit enquêter sur la conduite au nom des plaignants civils qui se plaignent de la police et qui ont plutôt des conduites qui doivent être résolues par une action disciplinaire, souvent selon la loi sur les services de police. Le CCOP c'est un corps, un organisme adjudicatif de surveillance qui gère avec les forces de la police et les officiers.

Voici les organismes qui sont ici et que nous allons considérer surtout par rapport à la transparence de ces organismes et quant à leurs responsabilités. Nous savons tous qu'à moins que le public ait confiance dans ces institutions qui nous dirigent tous, nous ne pouvons pas avoir un ordre véritable, une démocratie véritable. Et donc la police, qui fait partie de notre communauté et de notre société, qui doit garder la loi et l'ordre dans notre société, ils doivent vraiment opérer en fonction du niveau de confiance que nous avons en tant que citoyens. Donc nous avons ces organismes de surveillance pour nous assurer que leur conduite en général soit vraiment dans les règles de la loi et de leurs tâches.

Nous sommes ici ce soir pour entendre parler par chacun d'entre vous et en respectant ce que vous ressentez quant aux questions qui sont importantes et quant à ce que nous devons considérer dans cet examen et considérant ces organismes.

Avant d'aller plus loin, je veux reconnaître que nous sommes sur les territoires indigènes des First Nations. Je dis cela parce qu'il est vraiment très important pour nous de reconnaître les peuples autochtones et les Premières Nations qui étaient le premier peuple de cette partie du monde et de l'Amérique du Nord et certainement du Canada. Donc nous leur prouvons notre reconnaissance ce soir.

Comme vous avez entendu dire par Pamela, nous voulons vraiment que ce soit une réunion informelle, une discussion informelle. On veut que ce soit une discussion libre et que vous vous sentiez à l'aise d'énoncer quels que soient vos soucis, qu'ils soient positifs ou négatifs parce que nous voulons vraiment entendre parler, nous voulons vraiment vous entendre parler et qu'ensuite, vos commentaires seront considérés par notre équipe; pas par moi-même mais par une équipe d'experts qui vont m'assister pour cet examen.

Pamela c'est une de nos facilitatrices en chef. Elle a plus de 35 ans d'expérience à travailler au niveau des politiques avec le gouvernement et au niveau d'une perspective plus communautaire. Nous avons Jamie Klukach qui est aussi un avocat sénior et qui est un conseiller de la Couronne qui a près de 30 ans d'expérience. Et à côté on Danielle Robitaille qui est un avocat à la défense et qui a beaucoup d'expérience avec les questions au niveau de la loi sur les services de police et qui comprend bien la Charte des droits de l'homme et des droits juridiques par rapport à la loi pénale. Et à côté de Danielle Robitaille il y a Danielle Dowdy qui est une experte en engagement communautaire et elle donne des conseils au niveau stratégique aussi depuis le point de vue de la police.

À ma gauche vous avez Jodie-Lynn Waddilove qui est un avocat sénior de la branche de la politique du procureur général et elle a vraiment une grande expérience, aussi bien au niveau des questions de police et autant que des questions pour les Autochtones et au niveau des droits. Et notre Matthew Parker qui est aussi dans la recherche. Nous avons vraiment une grande, une belle équipe de gens qui nous assistent dans cet examen.

Si vous avez lu notre mandat, nous avons jusqu'au 31 mars de 2017 pour compléter notre rapport et pour donner ce rapport au gouvernement. C'est une consultation vraiment très large. Nous avons eu de nombreuses consultations publiques dans la région de Toronto déjà, nous traversons toute la province de l'Ontario et c'est la première réunion publique dans le Nord. Nous allons aussi aller à Sudbury, à Sault-Sainte-Marie. On ira aussi à Ottawa, à Kingston, à London, à Windsor. Donc c'est vraiment une perspective très large. Nous rencontrons des membres du public, des membres de communautés raciales diverses ainsi que aussi différents participants de la police.

Donc je ne suis pas fixé sur aucune perspective particulière; je veux entendre parler de tout le monde. Je veux avoir vraiment une perspective très large de personnes pour trouver les solutions les meilleures et faire les meilleures recommandations que nous puissions. C'est vraiment une opportunité pour nous et ces gens de l'Ontario de nous adresser à ces questions et de nous améliorer au niveau – en tant que pays en Amérique du Nord.

Je vous remercie vraiment et je me réjouis à l'avance de vous entendre. Merci.

[Applaudissements]

D. Dowdy : Bonsoir tout le monde. Mon nom est Danielle Dowdy. Je vais juste voir un petit peu l'ordre du jour de ce soir. On devrait tous avoir ces documents sur la table.

Le juge de paix Tulloch vous a parlé de ces trois organismes de surveillance mais si vous voulez avoir plus d'informations, vous pouvez toujours lire les documents de ces trois organismes dont nous allons parler pendant cet examen et ces trois organismes sur lesquels nous voulons vos recommandations et vos commentaires.

Nous n'allons pas parler des cas anciens et nous n'allons pas non plus visiter des jugements anciens. Nous voulons entendre vos histoires pour donner un contexte important au niveau de notre examen mais nous n'allons pas revisiter des choses, des cas spécifiques et des cas individuels que vous sachiez tous.

Pour ce soir on va faire une introduction assez brève. On va faire des consultations autour de la table et on demandera que vous parliez entre vous et travailliez sur ces questions. Si vous êtes seul à table, on va vous demander de vous déplacer et de rejoindre une autre table afin que vous puissiez avoir des conversations sur ces questions et qu'ensuite, vous donnez vraiment un rapport avec les réponses à ces questions et aussi toute information que vous voudriez que nous ayons.

Si vous souhaitez le faire en français, une interprète traduit. Vous pouvez prendre des écouteurs à l'arrière de la salle. Et notre interprète s'appelle Violaine.

Nous sommes aussi sur les médias sociaux donc si vous êtes sur Twitter, sur Facebook ou sur Instagram et que vous voulez nous suivre ou que vous voulez laisser vos commentaires, nous sommes là. Vous pouvez aller aussi sur le site internet pour avoir des mises à jour. Nous allons faire des tweets ce soir et vous pouvez tous nous suivre à #IndependentReviewON ou alors à #BeHeardON ou alors aussi follow us along and join in the Conversation. Merci beaucoup.

[Applaudissements]

P. Grant : Juste en regardant les deux dernières icones, pour ceux d'entre vous qui ne pouvez pas – au niveau des informations que vous voulez avoir ce soir ou s'il y a des informations que vous préféreriez mettre par écrit, vous avez l'opportunité de le faire en allant en ligne sur le site [policeoversightreview.ca](http://policeoversightreview.ca), c'est notre site internet, et là-bas sur place vous allez pouvoir envoyer vos commentaires par email et les soumettre. Bien sûr, vous pouvez aussi utiliser les trois autres options de médias sociaux pour faire vos commentaires.

C'est quelque chose de très important puisqu'une fois que vous aurez le temps de réfléchir, il y aura peut-être des choses que vous voudriez ajouter, et nous acceptons bientôt ces commentaires et ces soumissions écrites jusqu'au milieu

du mois de novembre. Donc c'est une petite information supplémentaire qui est importante et que vous pouvez partager avec vos amis.

Donc je vois une table avec une seule personne. Est-ce que tout le monde a les questions? La page de questions qui est sur votre table vous l'avez tous identifiée?

Au niveau du temps, on voudrait vraiment s'en tenir à l'ordre du jour avec 45 minutes de discussion et pour ensuite nous donner une heure complète pour faire votre rapport. Et je vais vérifier le temps. Nous avons aussi du personnel qui va circuler entre les tables afin de répondre à quelle que ce soit comme question que vous puissiez avoir au niveau de la discussion. Pas toujours des questions auxquelles on devrait répondre au niveau des différents cas, etc.

Je voudrais dire, si vous êtes à l'aise d'être à table, nous allons pouvoir bientôt commencer les conversations aux tables pour répondre aux questions. Et je vais faire le tour. Je serai ici ainsi que le juge de paix Tulloch. Nous serons ici.

M. Tulloch : On sera ici pour faciliter les discussions.

P. Grant : Est-ce que vous avez des questions avant qu'on commence? Quarante-cinq minutes, et on commence maintenant.

Louis : On est contents de vous rencontrer pour cette réunion et aussi à cette table l'opportunité de résoudre les problèmes et aussi les [coupure dans l'enregistrement].

Vous nous avez donné 45 minutes pour parler de toutes ces choses. À table nous avons des gens qui viennent de milieux différents, nous avons des membres du conseil, nous avons un membre qui est un praticien, facilitateur pour les médiations au niveau des questions dont nous avons parlé. Nous avons des gens ici des Premières Nations qui ont pu rapporter leurs expériences par rapport à certains cas. Nous avons aussi les gens des associations multiculturelles de la diversité et il y a moi aussi.

Ce que j'aimerais dire c'est qu'on a couvert de nombreux sujets et je vais vous donner un petit peu les gros titres. Ce n'est pas du tout dans l'ordre qui a été présenté mais – au niveau de l'importance, mais pour vous donner un petit peu un ordre logique des questions dont nous avons parlé.

Il y a eu la mention au niveau de la législation. Les questions de ces agences ce sont plus des questions au niveau de la législation donc la question que l'on se pose c'est, si la législation en elle-même est mauvaise, la raison c'est qu'au sujet de la mise en place de ces organismes et quant au travail qu'ils font, il y a certains cas où vous allez à la police, vous remplissez vos formulaires, c'est ensuite dirigé à un médiateur mais quelque part la police est de nouveau mise en jeu au niveau de ces plaintes et donc les gens, dans ces cas-là, veulent retirer leur plainte. Donc la question est, quelle est la motivation à ce niveau-là? Mais au niveau des autres questions, quelles sont les conséquences et les pénalités pour un tel comportement?

Je ne suis pas au courant, nous ne sommes pas au courant que ce genre de conséquence, que les conséquences de bavures et les pénalités qui puissent être encourues soient mises au niveau de la législation. Donc la question vient au niveau du pouvoir et de l'impunité. Au niveau les gens peuvent faire certaines choses et qu'il n'y a aucune conséquence.

Donc en résultat, s'il y a certaines choses que votre commission peut peut-être envisager au niveau des recommandations et que, surtout, d'envisager une législation qui soit plus complète.

L'autre question à ce niveau, et encore une fois, on parle de cette question d'impunité, pour laquelle les gens vont mourir en prison avec des circonstances très suspectes et qu'on met un petit peu toute cette histoire de côté sans se poser de question au niveau des communautés. Et ça c'est – mon opinion c'est qu'il faut avoir vraiment – il faut mettre à découvert la façon dont les gens se comportent et aussi de donner une possibilité aux gens dans la communauté, quand il y a quelque chose aussi final au niveau de la mort et qu'il n'y a aucune responsabilité qui soit impliquée.

Quant à la question de la violence, on a parlé de la question au niveau de la formation et des services qui sont offerts par la police et des formations que les policiers reçoivent. La question est qu'il devrait y avoir une certaine contemplation comme quoi les policiers sont choisis. À moins qu'on ait quelqu'un qui puisse penser de façon critique mais de façon humanitaire, il est peu important de la formation s'ils sont déjà baisés avant d'arriver dans les forces de police. Ça sera vraiment difficile pour les former et qu'ils changent leur nature propre.

Donc, en final, il est mieux de faire une meilleure sélection plutôt que d'essayer de modifier avec les formations et aussi au niveau des conséquences à long terme.

Il y avait certaines qualifications où nous avons exprimé – nous connaissons un petit peu l'UES mais pas vraiment. Nous ne sommes pas au courant de BDIEP ou du CCOP. Tout simplement on doit être plus informés pour comprendre ce que ces gens font vraiment. On voit l'UES parce que c'est toujours dans les journaux mais ces autres institutions qui semblent agir pas comme des référents au niveau des plaintes et pour la résolution mais très souvent ils agissent plutôt en tant que conduits pour transformer la plainte à une autre agence qui est encore moins efficace, comme on l'a montré.

Est-ce qu'il y a d'autres grands titres que je devrais mentionner?

Carry :

Le problème dont on a parlé, nous avons des questions systémiques dont on doit parler. Ce n'est pas seulement sur la police dont on doit se concentrer mais les policiers sont visibles et donc on les voit, on y fait attention. Le problème systémique, que ce soit raciste ou sexiste, au niveau des classes, etc., ce sont des choses qui sont impliquées dans le système. Et il y a aussi bien sûr l'histoire qui entre en jeu, donc en tant que représentants du système ou que toutes les institutions qui sont faites en fonction de l'équité des droits, de la démocratie, de la justice, etc. Mais nous sommes attirés par les préjugés qui sont déjà inclus

dans le système donc ça doit être aussi évalué. Et ce qui doit être évalué, on en a parlé, c'est que les décrets qui se concentrent sur les personnes en marge de la société et ceci peut-être déjà problématique. Parce qu'en final, avec qui on va avoir affaire?

Le traitement aussi ce n'est pas toujours de notre police et nombre des membres de la police ont certainement parlé quand j'en parle dans un contexte de démocratie. Mais ce n'est pas si facile sans vraiment s'adresser à ces questions au niveau des pensées biaisées, des formations, au niveau de la formation. Ça doit être vraiment au niveau de la réflexion, de la pensée critique. Ça c'est important. Ce n'est pas de se dire, on fait un petit peu de formation et maintenant tout va bien et on sait ce qu'on doit savoir, etc.

Donc ce que je veux dire c'est assez complexe, ce n'est pas facile et il faut vraiment qu'on arrive aux racines de ce problème, de toute évidence. Ce n'est pas facile, n'est-ce pas?

Donc on a eu cette discussion, oui, tout à fait.

Louis : On dirait que c'est tout ce qu'on a à dire à ce moment.

P. Grant : Merci Louis et merci Carry.

[Applaudissements]

P. Grant : Si vous pouviez passer le micro à Steve juste derrière vous.

Steve : D'abord je devrais me situer. Je suis assez nouveau à Thunder Bay. Donc ma femme est D<sup>re</sup> Cynthia Esquimaux, donc elle est connue au niveau de la réconciliation américaine mais nous sommes tous deux ici pour des raisons très spécifiques, c'était pour contribuer et pour rendre quelque chose dans le Nord. Nous avons beaucoup d'expérience au niveau de notre carrière et au niveau de notre origine et, comme Cynthia dit, de changer le visage des Autochtones du Canada.

Je veux parler des origines de mes partenaires ici. Je pense que c'est vraiment très courageux et que c'est une conversation vraiment très respectueuse qui n'était pas facile. Donc vous avez un travailleur social de 35 ans et deux officiers de police, et on a eu certaines conversations un petit peu difficiles et je pense que nous sommes dans un endroit où ces conversations doivent prendre place. On a tous cette idée de réconciliation et d'aller de l'avant avec cela mais les questions ne sont pas faciles à aborder.

Donc je voulais tout d'abord vous remercier d'avoir été ouverts et de réagir à certaines des choses que j'ai... Je vais retourner, je vais peut-être avoir des problèmes avec ma plaque d'immatriculation, mais bon.

Quand on considère ces questions ou cette idée de surveillance, une des choses que j'ai dite, j'ai 61 ans maintenant, je suis un travailleur social. J'ai dû retourner faire une maîtrise en assistance sociale afin d'être agréé avec le collège des assistants sociaux et que j'aie une assurance de responsabilité, et que dans ce

cas-là, si je ne fais pas bien mon travail, que les clients puissent se retourner contre moi. Donc il y a beaucoup de personnes autochtones qui soient prêtes pour assumer ces rôles et avoir ces accréditations et avoir ces formations, dans ma carrière.

On a parlé, est-ce que vous avez déjà eu des expériences? Oui. C'est un petit peu trop ce que je savais. J'ai essayé une fois de contacter l'UES mais bon, ils n'étaient pas – on ne va pas en parler de confiance culturelle parce que ce n'est pas la peine.

Le besoin à Thunder Bay d'avoir de l'espace, un espace sécuritaire. Un de mes travaux c'était au niveau de la sécurité au niveau de la culture; comment est-ce qu'on peut avoir des conversations qui seront inévitablement politiques. On va avoir les enquêteurs pour les meurtres manquants qui vont venir en ville. Ça rouvre les blessures, évidemment. Donc une des raisons pour lesquelles nous voulons faire partie de ces discussions c'est que ça va prendre beaucoup de travail et de gens vraiment qui soient engagés afin de faire que les choses marchent et qu'on puisse un petit peu améliorer, modifier les issues.

Encore une fois, nous avons un officier de police sénior et un officier de police jeune. Une des choses que l'on doit reconnaître c'est que nous avons aussi une responsabilité, en tant qu'anciens, de créer un chemin pour les jeunes travailleurs. Et on ne peut pas mettre la même couleur sur tout le monde. La première des questions que j'ai c'est, qu'est-ce que vous faites quand vous savez qu'il y a des mauvais officiers de police, quand il y a les mauvaises pommes dans votre section? Donc... Personne ne veut protéger les gens qui ne font pas bien le travail. Et que ce soit les travailleurs sociaux, des juges, des avocats, etc.

Je pense que c'est important qu'on fasse ça puisqu'une des choses que j'ai entendu dire c'est au niveau de mon itinéraire, et que j'ai entendu parler d'une femme inuite. Nous avons passé beaucoup de temps à développer tous ces processus mais nous n'investissons pas toujours – pas assez de temps dans les relations qui les feraient travailler. Donc on se demande où sont les représentations indigènes. Nombre de personnes indigènes commencent juste maintenant à rentrer dans ces institutions pour obtenir des formations avec une certaine sécurité.

Nous sommes seulement en train de changer la façon dont les choses sont enseignées. Donc en ces temps intermédiaires nous avons vraiment besoin d'avoir ces conversations. Donc voilà. Merci.

[Applaudissements]

Bob : Je voulais commencer, je suis un Mohawk. Mohawks et Cris c'est caractéristique.

P. Grant : Steve, ça ne vous ennuie pas de passer le micro à Bob juste à côté de vous? Merci.

Bob : Bonsoir. Si ça ne vous ennuie pas, je resterai assis.

Je me suis nommé tout seul. Bienvenue à Thunder Bay. Si vous avez vraiment l'opportunité de voir un petit peu les rives de lac Supérieur qui sont absolument magnifiques, ça fait partie de la richesse des Premières Nations qui va bien plus loin que l'Ouest et ça vaut vraiment, vraiment le coup d'œil. Ça fait partie d'un des plus beaux paysages du monde, et que vous puissiez apprécier avant de retourner à Toronto.

Je suis avocat et quand j'essaye de répondre à ces questions, il faut donner un petit peu de contexte parce que certaines des choses sont personnelles.

Je suis venu ici de Toronto il y a à peu près 35 ans. Ma femme m'a persuadé que c'était un endroit fabuleux à vivre et elle avait raison à mille pour cent. Quand je suis venu ici pour commencer ma pratique, j'ai amené mon attitude et mes préjugés torontois au niveau de la police en disant qu'ils sont injustes, qu'ils sont durs avec les gens, etc., toutes ces choses un petit peu injustes et certaines des choses qu'on croit au niveau de la police.

J'ai eu de la chance au début de ma pratique puisqu'il y avait seulement une femme avocate en ville et j'ai eu des organisations pour les plaidoyers de femmes. Je lui ai demandé de prendre certains cas civils au tribunal, c'est pour travailler avec des agences qui essaient d'avancer au niveau de la protection pour la femme et les enfants contre la violence. À travers cette connexion j'ai commencé à travailler avec des indigènes et j'ai continué à travailler là-dedans. Je considère ce plaidoyer même si ce n'est pas vraiment sexiste au niveau de la déclaration, mais cela permet aux agences des Premières Nations à travailler.

Un jour j'ai eu l'opportunité de faire du travail pour la police et je me suis dit, oh là, ça va changer ma vie, et ça l'a fait. La question numéro 2 c'est, avez-vous eu des bonnes ou des mauvaises expériences avec la police. Avant de commencer à faire des plaidoyers pour eux, je les ai poursuivis en justice quelques fois et puis ensuite, j'ai vu qu'ils ne traitaient pas le public aussi bien qu'ils devaient le faire, mais aussi en marchant dans Thunder Bay, j'ai vu que des gens arrêtaient, poliment mais fermement, des gens intoxiqués puis auraient pu écraser son camion contre un bâtiment et qu'il l'avait déjà fait souvent. J'étais vraiment impressionné par la fermeté et la gentillesse de cet officier de police.

Et j'ai commencé à faire ce travail avec la police. Ça m'a vraiment fait penser au niveau de mon travail où je poursuivais certains officiers sans protéger les meilleurs. Donc il y a beaucoup plus de bons officiers de police que des mauvais. Mais les mauvais, on doit vraiment les gérer de façon ferme afin que nous ayons des forces de police que les gens respectent.

Pour dire un petit peu une histoire au niveau des expériences bonnes ou mauvaises avec la police, je voudrais rapporter une bonne expérience que j'ai eue dans les dernières semaines avec le public.

Il y avait plusieurs – il y avait peut-être plusieurs années à Thunder Bay et j'étais avec 22 femmes et un homme, et j'étais un de ces hommes. Je faisais un plaidoyer au niveau des questions féminines avec Paddy Addu (ph) et on faisait des tables rondes au niveau de la violence contre les femmes et ces questions.

C'était un petit peu le même système qu'on a pris ici; on est passés par les différentes tables, « est-ce que vous avez déjà eu des bonnes expériences avec la police? » « Est-ce qu'il y a quelque chose qui passe? »

Les deux premières porte-paroles étaient deux personnes vraiment puissantes, une qui est à la tête d'une grosse agence indigène et l'autre qui est à la tête d'une organisation qui protège les femmes. Deux d'elles ont dit que la meilleure amélioration qu'elles ont eue dans les cinq à dix dernières années c'était au niveau de la domestique conjugale.

Avec le chef Levesque, les organisations des femmes pouvaient parler à ces gens-là, elles pouvaient faire confiance aux officiers de police et ça je vais vous assurer que ce n'était pas le cas quand j'ai commencé à avoir ma pratique il y a 30 ans. Les relations des associations féminines et la police, il y avait vraiment une méfiance très importante. Donc là, d'avoir eu ces deux déclarations comme quoi des choses peuvent être faites, et surtout au niveau de la communication entre ces organisations féminines et la police comme quoi elles se connaissaient et qu'elles leur faisaient confiance, et quand les officiers de police venaient pour offrir leur assistance aux victimes de la violence domestique, les clients, pas seulement les employés, les clients aussi venaient parce qu'il y avait la confiance. Donc ça c'était vraiment un pas en avant énorme par rapport à ce qui se passait il y a 30 ans.

Je pense que c'est vraiment un rêve qu'une fois – qu'un jour ou l'autre à Thunder Bay on va dire aussi que les organisations des Premières Nations, qui ont vraiment une relation très difficile avec la police, qu'un jour ou l'autre il y aura aussi cette guérison et cette réconciliation qui permettra d'avoir des expériences plus positives dont la société sur place puisse faire l'expérience au niveau racial, mais que ce soit dans une société qui est plutôt coloniale et après l'Europe.

Donc moi cela me pose des questions quand on me défie d'une façon ou d'une autre et qu'on – comment ça se fait qu'on ne veut pas attraper tous les poissons. Je conseille aux gens, vous devez étudier un petit peu l'histoire, les traités et ensuite, vous pourrez comprendre pourquoi certaines personnes ont certains droits, certaines responsabilités, pas toujours les mêmes, mais que ce sont des choses légales, licites et qui doivent être faites avec un respect complet.

Je dis aussi à mes collègues qui sont des Premières Nations que Thunder Bay c'est une des villes les plus riches. Je ne vais pas donner un petit discours au niveau de l'histoire mais si vous avez étudié l'histoire de cette ville, pourquoi nous élisons des gens comme Paddy Addu et pas comme Donald Trump. Une des choses qui est importante c'est qu'il y a beaucoup plus de bonnes personnes ici que de mauvaises. Il y a beaucoup plus de bons policiers que de mauvais policiers ici et un système qui encourage vraiment la transparence.

Monsieur le Juge de paix, maintenant je vais adresser mes questions finalement.

Si je pourrais encourager les gens à porter plainte s'il y a des mauvaises choses? Tout à fait parce qu'il y a des choses qui sont en place, des gens qui ont la bonne volonté. Mais il faut vraiment avoir des lignes de conduite pour les victimes de la violence parce qu'il n'y a pas vraiment une relation de confiance

avec la police. Les gens qui peuvent les aider à traverser le système seraient vraiment d'une grande aide. Je pense que les agences de surveillance peuvent ouvrir des enquêtes.

Encore une fois, ce sont mes opinions. Et mes collègues et mes amis qui sont venus ils sont ici de l'UES donc de toute évidence ils ne peuvent pas parler, donc je vais essayer de terminer assez rapidement ici.

Est-ce que ces organismes de surveillance sont assez ouverts au niveau leurs enquêtes? Les enquêtes, à mon avis, ne peuvent pas être faites alors que le *Toronto Star*, le *Globe and Mail*, la CBC sont à l'affût de chaque pas. Il faut avoir un petit peu de privauté. Mais c'est vrai que la transparence est essentielle.

Au niveau de l'information que le public doit savoir après une enquête de l'UES, je ne suis pas sûr pour répondre à cette question mais je pense que le BDIEP prend la position que même si le policier est exonéré, qu'il n'y avait pas de mérite, qu'il n'y avait aucune section au niveau de l'allégation au niveau du paragraphe 95, on n'a pas le droit de parler de ça. Donc dans ces cas-là, le policier va continuer à regarder le site de la CBC alors que son comportement présumé est enquêté, que rien ne l'empêche de continuer d'aller de l'avant.

Quelquefois on sait tous qu'il y a des standards différents et ça manque un peu de substance. Mais si l'UES rapporte des choses similaires à la position du BDIEP, je pense que c'est un problème et je pense qu'il y a une – faire certains commentaires c'est mieux que de ne rien faire.

Si des anciens officiers de police doivent être aussi des enquêteurs dans ces différents organismes, encore une fois je n'ai pas d'expertise quant à ces questions mais je parle au nom de à ma table. Si ce n'est pas eux, qui ce seraient? Des gens qui soient formés, qui soient capables de faire des enquêtes sinon on ne peut pas avoir quelqu'un qui n'ait pas de formation, ça ne peut pas aider au niveau de la prosécution. Mais bon...

Dans tous les cas je pense que ce que vous faites, Pamela et juge de paix Tulloch, c'est vraiment un travail important parce qu'on espère qu'on aura plus de confiance au niveau de la confiance et qu'il y ait plus de transparence. Je pense que cela encouragera la confiance et aussi le public, la population indigène à Thunder Bay surtout. Et peut-être qu'avec des avocats nous pouvons un petit peu démystifier les situations, voir ce que ça donne au niveau criminel.

Merci pour l'intérêt que vous avez à nous entendre à dire dans notre petit (inaudible). Merci encore.

[Applaudissements]

Participant : Tout d'abord merci pour être venus jusqu'à Thunder Bay et de donner cette opportunité aux résidents de cette ville.

Je sais que ce n'est pas en fonction de votre ordonnance mais je crois qu'il y a un corps de surveillance qui a été oublié, c'est le comité des services de police et de la municipalité, ils sont aussi censés surveiller la police au niveau de la

municipalité. Je pense que ce doit être aussi indiqué. Je ne sais pas qui est responsable de ces juridictions au niveau de la police, si c'est le CCOP, je ne suis pas sûr. Une réponse qu'il devrait y avoir...

Homme : Partie non interprétée, anglais inaudible.

Parce qu'on voit les plaintes à la police, etc. mais c'est quelque chose que j'aimerais voir. Mais bon...

Thunder Bay n'a aucune représentation au niveau de ces organismes de surveillance. Je ne pense pas qu'il y ait personne ici. Peut-être qu'il y a quelqu'un de l'UES qui représente ici, peut-être en 2014 mais il n'y a pas de bureau régional ici. À un moment ils ont même fermé le – l'autoroute de Trans-Canada parce que quelqu'un était venu de Toronto et de Sudbury mais je crois qu'ils avaient envoyé quelqu'un dans cette région à un moment ou à un autre. Mais on n'a pas de bureaux régionaux de ces organismes de surveillance. Donc ces organismes sont complètement inconnus.

On n'a pas vraiment des choses importantes au niveau des incidences. Seulement récemment, au niveau du BDIEP on nous a vus à la CBC puisqu'il y a des histoires avec des jeunes Indigènes qui ont été trouvés dans la rivière et qui sont morts. Il y aussi un cas qui est vraiment en avant avec M. Depeng Jiang (sic), je pense, est le – ce qui est vraiment triste en fait c'est que – de faire un rapport c'est qu'il n'y avait aucun avocat qui soit d'accord pour prendre son cas. Il a finalement trouvé Julian Frank (ph) qui l'a représenté. On vous remercie de venir à Thunder Bay et de faire un office. C'est assez pathétique d'entendre ça dans les médias et c'est vraiment frustrant d'entendre que personne ne voulait représenter alors qu'on encourage le public à porter plainte avec ces organismes de surveillance.

Le BDIEP est floué puisqu'il n'est – on ne peut pas avoir des anciens officiers de police qui soient là-dedans. À l'époque, les plaintes de la police c'était fait par la police. Quelqu'un a changé la législation. Avant on déposait le dossier avec la police. M. Ofsite (ph) a dit, « laissez la police faire. » Et il y a longtemps ce monsieur avait été mandaté pour voir le système de surveillance. C'était la création du BDIEP. Malheureusement, j'ai entendu dire que dans 80 % des cas ils renvoient les plaintes aux services de police pour que les services de police enquêtent. Comment voulez-vous que des policiers enquêtent sur des policiers? Ça ne marche pas. C'est comme d'avoir des criminels qui enquêtent sur les criminels. Merci.

L'UES, oui, mais c'est les cas qu'ils gèrent sur leur site web, bien que je n'y sois pas allé depuis longtemps. Le public enfin est au courant du BDIEP mais la majorité des gens à Thunder Bay, si vous leur dites BDIEP, ils ne connaîtront pas. Vous leur dites quoi que ce soit, le CCOP ou – ils n'auront aucune idée de ce que c'est.

L'UES fait un bon travail je crois et puis les officiers de police qui sont retraités est-ce qu'ils devraient être impliqués dans l'UES? Oui. Mais je pense qu'il y a 50/50 grâce à Danielle Dowdy au niveau des gens qui sont à temps plein et les

enquêteurs à temps plein par rapport à ceux qui sont retraités. Peut-être qu'il faut avoir un meilleur mélange à ce niveau-là.

De toute façon – il y a encore une chose que je veux dire au niveau du BDIEP : j'ai une plainte contre les services de police de Thunder Bay en ce moment. J'ai déposé un dossier avec le BDIEP au mois de mai. Ils font des enquêtes et j'ai demandé d'avoir un examen supplémentaire. Cet examen est fait par le comité des services de police mais il n'y a rien au niveau de la législation qui les oblige de me répondre. Peut-être qu'ils ne me répondront jamais puisque ce n'est pas dans la législation. Donc on a vraiment besoin de modification à ce niveau-là, au niveau du comité des services de police. Il faudrait se pencher sérieusement sur ça. Je ne vais pas parler d'autre chose. Je vais essayer d'aller dans le vif du sujet.

??? : Depuis que j'ai entendu Mary Belltry (ph) qui parlait au niveau de restaurer la justice, je ne peux pas penser à rien d'autre. Et vous devriez aussi.

Participant : [La voix de ce participant couvre parfois celle de l'interprète] J'ai entendu parler aujourd'hui à la radio – est-ce que ça marche ça?

Je pense que ma première expérience c'était quand j'étais au lycée. J'ai été accusé faussement. J'ai été accusé. Mes parents y sont allés. J'ai fait une punition de cinq jours dans l'école et – de toute façon, dans les années plus présentes en 2010 j'ai écrit au procureur général et je l'ai informé au niveau des parjures, de fraude des documents par certains des employés, des employés de l'aide légale. Il m'a écrit en me disant qu'il n'avait aucune autorité au niveau de l'aide légale. Si l'organisme principal n'a pas d'autorité sur l'aide légale donc quel triste état au niveau éthique et de débandade (inaudible).

Des parjures. Au niveau des parjures j'ai été puni par le juge. Je n'ai jamais eu le droit d'amener les preuves au niveau de (inaudible) et ensuite, on va à une audience de cause et qu'on m'a fait une amende de 350 \$ parce que j'ai osé demander une motion contre l'avocat qui avait commis parjure. Et tout cela a commencé en 2010.

Les premiers trois avocats étaient payés par les contribuables de l'Ontario. Le troisième a fait une motion de mépris sans me servir même les documents. Ma petite amie avait une intention à se dire, on ferait mieux d'aller au tribunal jeudi, qui était le jour du tribunal, et elle était ici. Vous voulez voir quelqu'un – un poulet avec la tête coupée? Quand je suis arrivé dans le tribunal de même ils voulaient m'arrêter pour mépris de refuser de payer 380 \$ des frais de tribunaux.

Et cette saga a continué dans un procès complet au niveau du tribunal. Deux juges m'ont mis dans un tribunal de motion pendant sept semaines avant le procès et j'essaye de me présenter. Parce que j'avais déjà perdu 3 000 \$ et deux avocats, comment est-ce que je peux me préparer? J'ai eu mes documents cinq jours avant le procès; les règles au niveau de la loi de famille disent qu'il y a 30 jours. J'ai demandé au juge d'ajourner, il a refusé. Et en final j'ai demandé d'être accommodé parce qu'il y a un nouveau tribunal et que j'ai aussi une blessure au niveau de mon coccyx. On me disait que ce n'était pas assez bon, demandé de commander parce que j'étais blessé. Je sais que ça

n'affecte pas mais s'ils avaient – enfin s'ils avaient fait du nettoyage avec du détergeant, on m'aurait fait des problèmes aussi j'imagine.

L'abus au niveau du système de tribunal de la famille c'est sans fin. Et contre qui on se tourne? J'ai envoyé tous les documents de parjure. Le procureur général local il a refusé même de les regarder. Donc nous somme abusés par le système et qui est-ce qu'on peut – vers qui peut-on se tourner pour avoir un recours? J'ai téléphoné à l'unité des fraudes des OPP au niveau de la fraude et du parjure avec les (inaudible), ils ont dit, il n'y a pas assez de fraude. C'est un petit peu drôle que le *Toronto Star* a dit, a fait un article sur les deux visages de la justice en parlant des avocats de l'Ontario mais ils ne vont pas être tendres avec personne.

Ils ont parlé de 61 millions qui ont été volés aux clients à travers des testaments, des dépôts de traites au niveau des propriétés. Les avocats ce qu'ils font, je parle des Fox Theatre, des théâtres (inaudible) de l'appel parce qu'ils se penchent au-deçà des lois. Tous ces avocats qui ont amassé ces 61 millions, 12 ont été peut-être (inaudible), d'autres étaient en maison d'arrêt. Est-ce que certaines de ces personnes ont payé ces millions?

M. Tulloch : Merci beaucoup pour vos commentaires.

Participant : (Inaudible) coupez-moi la tête en même temps. C'est un petit peu dur.

M. Tulloch : Ma juridiction est vraiment limitée par rapport à cet examen. Ma juridiction c'est seulement avec l'UES, le BDIEP et le CCOP donc...

Participant : Je n'ai pas réalisé que c'était vous le juge de paix et j'étais vraiment ravi de savoir que vous étiez de la Cour d'appel. Il n'y a pas de recours. La police ne lui rend pas service alors qu'elle est censée – j'ai eu des menaces de mort, j'ai eu des menaces qu'on allait me frapper, qu'on allait me faire mourir; la police n'a jamais enquêté. C'était trop biaisé au niveau du sexe.

Femme : Est-ce que vous avez eu l'opportunité de répondre aux questions sur votre agenda? L'homme qui était avec vous, peut-être qu'on peut se concentrer sur ces questions.

Dan : Les trois – nous trois disions à l'avocat et à d'autres personnes nos histoires donc – donc ça a pris toute la durée. Mais j'ai pris quelques notes.

Les personnes qui sont formées au niveau des spécialistes feraient certainement des bons inspecteurs au niveau de l'UES C'est une des choses qui peuvent être considérées. S'ils peuvent équilibrer les enquêteurs avec des gens qui ont aussi des années d'expérience au niveau des spécialités ça aiderait vraiment beaucoup. Ça aiderait à un petit peu diminuer dans les suspicions mais peut-être qu'ils seront biaisés de toute façon avec leur – les autres personnes qui sont aussi des anciens officiers de police.

Ça n'a rien à voir avec vous mais avec certaines des expériences que je partage, les juges devraient aller à l'école des juges, n'est-ce pas? Ça devrait être

séparé, ça devrait être différent de – des écoles de loi. Les avocats vont étudier la loi et ont beaucoup de bagages.

Mais ce n'est pas vraiment au niveau du sujet de l'UES mais je vais en terminer aussi. Là-bas on aura des chances d'en parler.

P. Grant : Merci beaucoup. Votre nom c'est bien Dan, c'est ça? Pardon. Excusez-moi.

M. Tulloch : Merci Monsieur.

P. Grant : Y a-t-il d'autres commentaires avant que je demande à M. Tulloch de terminer? Louis? Vous avez besoin d'un micro.

Louis : Est-ce que vous allez rassembler des données comme je disais tout à l'heure au niveau des problèmes systémiques? Ce n'est pas toujours au niveau des mauvais éléments parce qu'il y a des conséquences pour nous tous. Si on rassemble des données au niveau des genres, des races, de la santé mentale, etc. et si on parle des problèmes que l'on a, ça peut être productif. Or, on pourrait peut-être – or, pardon, ça pourrait peut-être reproduire cette nature systémique parce qu'il n'y a pas de confiance. Donc vous voulez dire, l'utilisation de tout cela. Donc sans être au courant, sans avoir l'éducation on peut peut-être être confronté au même problème sur lequel vous voulez vous pencher tout d'abord. Donc c'est quelque chose qu'il faut considérer tout d'abord.

Nous avons aussi parlé à notre table les questions du deuxième pouvoir, qui a plus de pouvoir en final. Ça, ça doit être vraiment clarifié aussi.

À Tunder Bay nous travaillons avec la police depuis quatre ans au niveau des changements institutionnels et on a eu de bons résultats. On a regardé au niveau de l'examen des systèmes d'emploi, on a regardé au niveau de comment établir ces formations. Donc le problème est de toute évidence assez complexe; il y a le bon, le mauvais et tout ce qu'il y a au milieu. Donc qu'est-ce qu'on fait avec ce qui est biaisé au niveau – et de ce qui est déjà ancré dans le système alors qu'on veut vraiment faire un bon travail au niveau de la démocratie et de tous les éléments et de toutes les idées de démocratie?

Participante : Donc par deux fois nous avons entendu dire combien il y a de pouvoir pour certains et qu'il n'y a pas de pouvoir pour – comment ça se fait que certaines personnes aient du pouvoir alors que d'autres n'en ont pas et que vous appelez ça un niveau égal? C'est de l'insanité pure et simple.

Participant : J'ai oublié de dire, que ce soit sur votre site web, est-ce qu'il y a une façon de consolider ces organismes de surveillance sous l'autorité d'un seul directeur, comme ça le public puisse contacter? Qu'il y ait un directeur, un site web et qu'il y ait un officier qui fasse les prises de dossiers, ça serait déjà bien.

Darius : Merci. Mon nom est Darius Speers (ph), je suis des Premières Nations et je suis un membre du conseil pour ma communauté et aussi je suis le président pour le comité McLow (ph) ici Thunder Bay qui rassemble neuf Premières Nations, conseils.

Depuis hier j'ai appris pas mal de choses au niveau des gens qui ont partagé leurs soucis, surtout des gens des Premières Nations. Moi je viens d'une ville qui s'appelle Hurst, Ontario. Il y a des endroits comme Timmins ou comme Sudbury, c'est toujours les mêmes questions, les mêmes soucis auxquels les gens sont confrontés sur Thunder Bay. Ce n'est pas aussi important que ce à quoi on fait face ici à Thunder Bay.

Le 18 octobre du mois prochain je prépare un rallye. On est allés à la mairie pour prendre certains documents et pour obtenir un permis pour pouvoir faire notre rallye le 18 octobre. Ça n'a rien à faire avec les Cris ou l'animosité ou la haine ou quoi que ce soit, qu'il y ait seulement une conscience que ce n'est pas toutes les personnes des Premières Nations qui ne sont pas bas bonnes, qui sont des méchants. Je pense que les Premières Nations qui sont ici à Thunder Bay, pratiquement 100 % d'entre eux ce sont des gens bons. Il y a un petit pourcentage de ces gens qui ne sont pas biens et qui ne sont pas parfaits non plus, comme tout le monde. C'est aussi pour rassembler les gens et pour se dire comment est-ce qu'on peut améliorer la ville dans laquelle on habite et pour les Premières Nations.

Je ne vis pas ici mais ça fait à peu près 30 ans que je viens régulièrement ici et c'est toujours la même question, c'est, quand est-ce que ça va s'arrêter? Je veux dire, ça fait 30 ans que je suis ici, j'ai entendu des choses, les mêmes choses encore et encore et encore et j'ai juste l'impression que ça s'empire.

Thunder Bay c'est une belle ville, quelqu'un l'a mentionné tout à l'heure. Si je devais choisir de déménager quelque part, je choisirais de venir ici à Thunder Bay; c'est vraiment un bel endroit. Mais ce ne sont pas les Premières Nations qui font que votre ville n'est pas bonne, comme vous dites, c'est la police qui arrête notre peuple et qui leur dit, « retournez dans votre communauté, » etc. Ce ne sont pas les Premières Nations qui font que votre ville est mauvaise, c'est peut-être l'inverse. C'est peut-être ceux qui sont à la tête, les policiers, les gardes de sécurité qui font que la ville n'a pas l'air si bien. C'est triste à dire mais c'est vrai.

Je vois ça arriver souvent. Il y avait aussi un site web et c'était sur Facebook, c'était une page Facebook je crois qui s'appelait Sale Thunder Bay, quelque chose comme ça, et en disant qu'est-ce qui fait que ces individus font qu'une ville ne paraisse pas bonne. Ce n'est certainement pas des Premières Nations mais c'était quelqu'un qui prenait des photos de – des Premières Nations qui tenaient une bouteille de quoi que ce soit. Et c'est cet individu qui fait que Thunder Bay a l'air d'être une ville mauvaise. Pas nous.

On amène des millions de dollars dans votre ville et pourtant c'est comme ça qu'on est traités. Si je dis un chiffre sur le bout de ma langue, c'est un peu plus de 50 millions qui viennent dans la ville et qui proviennent des Premières Nations. Ça fait quand même beaucoup d'argent. On dirait que la ville, tout ce qu'elle veut c'est notre argent. Alors en 2030, quoi? La ville sera riche alors que nous souffrons?

Les personnes des Premières Nations viennent de communautés isolées et ils adorent leurs communautés des Premières Nations, faire les trappeurs, de

chasser, de pêcher, toutes ces activités qu'ils font. Quand on vient dans une ville comme ici, surtout avec nos enfants qui veulent – et on vient avec nos enfants pour qu'ils aient une éducation et à la place de ça, ils sont intimidés. Les gens vous jettent quelque chose à la voiture, les assènent de commentaires raciaux, leur lancent des couteaux, etc., des choses.

Et vous avez une diversité importante quand même ici au niveau de la culture et des milieux d'origine. Vous avez les Chinois, vous avez les gens de couleur. La majorité des gens blancs, évidemment. Il y a beaucoup de personnes qui viennent d'origines différentes mais on dirait que c'est vraiment les Premières Nations sur lesquelles on s'attaque. J'ai peut-être tort mais comme je vois et que j'entends, c'est les Premières Nations qui prennent et je pense que cela doit s'arrêter.

Ça fait vraiment que la ville a l'air pas terrible. Je sais qu'il y a des gens qui boivent, qui prennent des drogues, qui font des crimes mais ce n'est pas parce que vous faites un – un natif innocent qui est dans centre commercial ou qui profite de la vie que n'importe qui que vous avez le droit de vous attaquer à lui.

Donc les Premières Nations on les considère des ivrognes. Si vous allez dans un bar, la plupart des gens qui boivent, ce sont des Blancs, dans un pub. Si vous allez dans un magasin qui vend des liqueurs, la plupart des gens qui vont acheter de la liqueur sont de différentes races et pas seulement des Premières Nations. Donc si vous jetez vraiment un coup d'œil sérieux à tout cela, vous ne pouvez pas pointer du doigt, vous ne pouvez pas juger les autres personnes, leurs origines, etc. Ça paraît logique.

Je ne suis pas certain, je ne comprends pas vraiment cette personne qui a créé cette page sur Facebook. Je ne sais pas s'il a été arrêté. La dernière fois il était toujours sur Facebook. Personne ne s'est élevé en disant, c'est assez, c'est assez. Et arrêtez de rendre notre ville terrible.

Je viens d'une ville où je suis un conseiller, mes amis conseillers, les chefs et qui veulent prouver la communauté de – la qualité de vie dans nos communautés. Je ne veux pas montrer du doigt ou descendre les gens avec mes commentaires mais il faudrait vraiment faire que notre communauté soit la mieux possible.

Cet été seulement nous avons été d'accord, nous avons amélioré nos routes. Ce n'est pas de l'asphalte, c'est comme – ce sont les chefs et les chefs du conseil qui ont fait ça. Si on veut que la ville s'améliore, ça va vraiment prendre du travail et vraiment des gens de qualité, des chefs politiques ici, que ce soit vraiment des gens à un niveau élevé.

C'est simple, si toutes les églises que l'on a, c'est comme de dire des prêcheurs, etc. On a besoin de beaucoup plus de gens qui s'impliquent là-dedans. Ce sont des gens avec des croyances différentes, des croyances des Premières Nations et ça je suis certain que ça va améliorer les choses et améliorer la ville. Pas seulement par rapport à ces questions mais ça pourrait améliorer beaucoup de choses.

Je voulais juste partager tout ça avec vous et vous faire savoir que le 18 octobre nous auront ce rallye, cette marche, qu'on espère que tout le monde viendra, pas seulement les Premières Nations mais que tout le monde. Tout le monde pour dire, on peut vivre ensemble et qu'on puisse arrêter cette brutalité policière. Et comme l'avocat a dit, tous les policiers ne sont pas mauvais, tous les flics ne sont pas mauvais et je le crois tout à fait. J'ai des flics avec qui je suis ami, ils ont des bonnes idées, des bons (inaudible) et qui peuvent améliorer les gens. Et je pense que c'est ce qui doit être alors que moi j'ai le portefeuille de la police dans ma communauté, mon travail c'est d'améliorer les relations entre les gens et la police et vice-versa.

Donc avec tout cela je voulais vous remercier. Mes cousins et moi on doit conduire encore six heures, on veut rentrer à la maison ce soir. Mais n'oubliez pas le 18 octobre. Ça va se passer, c'est sûr et j'espère que différents chefs et différents conseils vont être impliqués, pas seulement la colère et des Cris et que les gens crient des remarques raciales.

On veut seulement montrer aux gens qu'il y a des gens qui sont bons dans les Premières Nations et on espère qu'avec ces réunions, avec toutes les enquêtes qui se passent, avec les médias, qu'on espère que toutes les choses vont s'améliorer et être modifiées pour un meilleur futur dans notre ville et que la ville ici est un bel exemple. Que cette ville soit un bel exemple et qu'elle tire en avant d'autres villes qui feraient la même chose.

P. Grant : Merci beaucoup Darius.

[Applaudissements]

P. Grant : Je voulais seulement vous remercier tous chacun d'entre vous pour le temps et les efforts que vous avez mis. Je sais que c'était vraiment une expédition de venir jusqu'ici. On apprécie beaucoup que vous soyez venus. Et encore plus, nous avons apprécié votre candeur et votre ouverture, votre ouverture d'esprit pour vraiment partager votre douleur et vos soucis.

Le juge Tulloch va partager ses réflexions. Il y a beaucoup de nourriture en bas là-bas, juste au cas où. Prenez-en quand vous partez pour votre long voyage.

M. Tulloch : Je veux vous remercier chacun d'entre vous encore pour être venus ce soir. Je fais écho à ce que Pamela vient de dire, je sais que c'est un grand sacrifice que vous avez fait. Je vous ai entendu vraiment très clairement et très fort.

Darius, merci beaucoup pour avoir conduit six heures et demie pour venir et pour vous rassembler avec nous. Pas pour vous mettre à part mais parce que chacun d'entre vous dans cette pièce, le seul fait que vous soyez ici c'est un effort et un sacrifice et on apprécie vraiment beaucoup votre présence. Chacun d'entre vous est une partie intégrante de notre communauté et de notre société et je crois que chacun d'entre nous a le potentiel et la capacité de faire une différence.

J'ai bien entendu vos recommandations, j'ai vu vos points de vue et ce que j'ai entendu c'est des points de vue divers. Certaines personnes ont eu des expériences assez difficiles avec certaines situations et d'autres non mais

chacun d'entre vous avec vos expériences en particulier sont légitimes et je peux vous assurer que nous allons les considérer, que nous allons y réfléchir et que vos conseils et vos recommandations vont être reflétés dans le rapport en final.

J'ai vraiment beaucoup d'espoir qu'en final le système sera amélioré et j'espère vraiment qu'il y aurait des modifications au niveau de la législature qui rendront ces institutions plus transparentes et qui reflètent plus ce que veut la société et au niveau de la responsabilité aussi et au niveau de la confiance des gens, pas seulement pour la police mais pour la société dans son entièreté.

Je ne pense pas être un idéaliste. Je crois tout à fait qu'en tant que société nous sommes tout à fait capables d'améliorer les endroits où nous vivons, les personnes, les communautés, et le seul fait que vous soyez ici c'est la preuve que chacun d'entre vous a la volonté et vous sentez concernés par vos communautés.

Donc je vous remercie encore d'être venus. Nous allons dans d'autres parties du Nord, comme je vous ai dit, dans l'Ontario pour entendre d'autres perspectives, d'autres points de vue de citoyens ordinaires comme vous-mêmes et qui seront, à mon avis, qui donneront forme de ce rapport que l'on présentera au gouvernement en mars.

Donc encore une fois merci beaucoup.

[Applaudissements]